



GROUPE COLABOR INC.

**RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS
D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

4^e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FINANCIER 2015

PÉRIODE DE 112 JOURS TERMINÉE LE 26 DÉCEMBRE 2015

LE 17 MARS 2016

GROUPE COLABOR INC.
**RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS
D'EXPLOITATION ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

4^e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FINANCIER 2015

PÉRIODE DE 112 JOURS TERMINÉE LE 26 DÉCEMBRE 2015

TABLE DES MATIÈRES

1. PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION ET AVIS AUX INVESTISSEURS	3
2. MESURES DE PERFORMANCE NON CONFORMES AUX IFRS	3
3. DÉCLARATIONS PROSPECTIVES	4
4. PROFIL DE LA SOCIÉTÉ	4
5. ANALYSE DE LA PERFORMANCE	
5.1 RÉSULTAT	7
5.2 SITUATION FINANCIÈRE	15
5.3 FLUX DE TRÉSORERIE	18
6. RÉSUMÉ DES DERNIERS TRIMESTRES	20
7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS	20
8. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE	21
9. TRANSACTIONS HORS BILAN	21
10. SITUATION ÉCONOMIQUE ACTUELLE, STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES D'AVENIR	21
11. DÉVELOPPEMENTS CORPORATIFS	22
12. RISQUES ET INCERTITUDES	23
13. ESTIMATIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES	24
14. CONTRÔLES ET PROCÉDURES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	25

RAPPORT DE GESTION EN DATE DU 17 MARS 2016

1. Portée du rapport de gestion et avis aux investisseurs

Ce rapport de gestion de Groupe Colabor Inc. (la « Société » ou « Colabor ») porte sur le résultat global, la situation financière et les flux de trésorerie du 4^e trimestre de l'exercice financier se terminant le 26 décembre 2015. Ces états financiers sont libellés en dollars canadiens et ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ces états financiers peuvent être consultés sur www.sedar.com et www.colabor.com.

Un exercice financier régulier de Colabor est composé de treize périodes, les trois premiers trimestres sont composés de trois périodes chacun et le dernier trimestre de quatre. L'exercice financier se termine le dernier samedi de décembre. Ainsi, les ventes et le résultat de la Société sont proportionnellement moins élevés au premier trimestre et plus élevés au quatrième trimestre puisque celui-ci compte en général 33% plus de jours d'opérations que les autres trimestres de l'exercice. De plus, il est à noter que les ventes de la Société sont saisonnières. Ainsi, les ventes du premier trimestre sont moins élevées en comparaison aux autres trimestres.

2. Mesures de performance non conformes aux IFRS

L'information comprise dans ce rapport renferme également certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. Ces mesures de performance ne doivent pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de la performance calculées en conformité avec les IFRS, mais plutôt comme renseignements complémentaires.

Par exemple, la Société utilise la notion de bénéfice avant frais financiers, amortissements, frais non liés aux opérations courantes et impôts sur les bénéfices (BAIIA ajusté), libellé aux états financiers sous « Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements ». Le BAIIA ajusté découle du BAIIA définie par la communauté financière comme étant le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements tel que présenté dans le tableau ci-dessous. Le BAIIA n'a pas d'équivalent aux états financiers de la Société. Ces mesures sont largement répandues dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations. Elles reflètent l'inclusion ou l'exclusion de certains montants qui sont considérés comme non représentatifs de la performance financière récurrente de la Société. Étant donné que ces notions ne sont pas définies par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables avec celles d'autres sociétés.

Rapprochement du résultat net au BAIIA ajusté

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2015-12-26 (112 jours)	2014-12-27 (112 jours)	Écart	2015-12-26 (364 jours)	2014-12-27 (361 jours)	Écart
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Résultat	(29 314)	(48 312)	18 998	(33 764)	(67 290)	33 526
Charges d'impôts	(6 309)	(12 146)	5 837	(7 961)	1 682	(9 643)
Charges financières	3 739	4 039	(300)	12 968	13 013	(45)
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 724	4 642	(918)	11 456	14 695	(3 239)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 263	1 521	(258)	3 995	4 570	(575)
BAIIA	(26 897)	(50 256)	23 359	(13 306)	(33 330)	20 024
Perte de valeur sur placement en actions		2 310	(2 310)	1 731	2 310	(579)
Perte de valeur sur goodwill et immobilisations incorporelles	33 756	55 740	(21 984)	33 756	55 740	(21 984)
Frais non liés aux opérations courantes	2 442	2 538	(96)	4 123	5 426	(1 303)
BAIIA ajusté	9 301	10 332	(1 031)	26 304	30 146	(3 842)

3. Déclarations prospectives

Nous avons utilisé, dans le présent rapport, diverses expressions qui pourraient, au sens de la réglementation des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, constituer des informations prospectives. De façon générale, toute déclaration contenue dans le présent rapport qui ne constitue pas un fait historique peut être considérée comme une déclaration prospective. Les expressions « continuer », « anticiper » et autres expressions similaires indiquent en général des déclarations prospectives. Le rapport de gestion a pour but d'aider les actionnaires à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Ces déclarations prospectives ne donnent pas de garantie quant à la performance future de la Société et elles supposent des risques connus et inconnus ainsi que des incertitudes pouvant faire en sorte qu'elles ne se réalisent pas. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels de Colabor et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique *Risques et incertitudes* du présent rapport de gestion. La Société n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives qui pourraient être contenues dans le présent rapport, sauf si cela est requis par la loi.

4. Profil de la Société

Description des activités

Fondée en 1962, Colabor est un distributeur et un grossiste de produits alimentaires desservant le marché des services alimentaires (restaurants, chaînes de restauration, hôtels et cafétérias) et celui du marché de détail (épiceries de petites surfaces, dépanneurs, etc.). Elle exerce présentement ses activités dans deux segments et dans trois régions géographiques: l'Ontario, le Québec et les Maritimes.

A. *Segment Distribution*

Le segment de distribution comprend les activités des opérations suivantes :

1. *Summit Foodservice («Summit») - division de l'Ontario:*

Summit distribue plus de 8 000 produits depuis des entrepôts à Ottawa, London, Mississauga et Vaughan à plus de 3 000 clients, incluant : (i) les entreprises Cara Limité (ci-après « Cara ») qui opère, entre autres, les marques Swiss Chalet, Harvey's, Kelsey's, Montana's BBQ & Bar et Milestone's Grill and Bar); (ii) Country Style; (iii) Mr Sub; (iv) Wild Wing; (v) d'autres chaînes de restauration; (vi) des restaurants indépendants; (vii) ainsi qu'à des clients institutionnels dont des hôpitaux, des écoles et des institutions gouvernementales. La gamme de produits de Summit comprend des produits surgelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires.

Cette division, avec environ 490 employés, opère quatre centres de distribution, dont le siège administratif de London. La superficie totale d'entreposage de ces entrepôts est d'environ 541 000 pieds carrés, répartie comme suit :

Mississauga: 127 961 pieds carrés
London: 113 595 pieds carrés (pouvant être agrandie)
Ottawa : 103 460 pieds carrés (pouvant être agrandie)
Vaughan : 196 598 pieds carrés

Ces entrepôts, sauf celui de Vaughan, sont certifiés HACCP.

2. *Skor- Division «Libre-service» - division de l'Ontario:*

Cette division opère 5 magasins «libre-service» dans le sud de l'Ontario et offre à sa clientèle plus de 12 000 produits de détail et de services alimentaires à des dépanneurs, à de petites épiceries, à des cafétérias ainsi qu'à des restaurants.

3. *Colabor Distributeur Alimentaire (« CDA »):*

CDA est un important distributeur auprès de clients des services alimentaires et de détail dans les régions de Québec, du Saguenay, du Bas St-Laurent et de la Gaspésie, du Nouveau-Brunswick et d'une partie de la Côte-Nord. CDA compte environ 460 employés, distribue plus de 12 000 produits depuis ses deux entrepôts stratégiquement situés à Lévis et Rimouski qui totalisent environ 303 000 pieds carrés. La clientèle de près de 4 000 clients de CDA se compose principalement, de restaurants, d'exploitants de services alimentaires, de magasins d'alimentation spécialisés, de comptes institutionnels tels des établissements de soins de santé, des écoles et des universités, ainsi que de certains autres clients de détail. CDA offre une gamme complète de produits dont des produits congelés, des denrées sèches de consommation courante, des produits laitiers, des viandes, des poissons et fruits de mer, des fruits et légumes ainsi que des produits jetables et sanitaires. Elle offre donc une solution multiservice à ses clients.

4. *Les Pêcheries Norref Québec Inc. («Norref») - division Centre du Québec:*

Norref est une entreprise spécialisée dans l'importation et la distribution de poissons et de fruits de mer frais au Québec. Norref est reconnue comme le plus important distributeur de ce genre au Québec.

Norref opère un centre de distribution, d'environ 40 000 pieds carrés à Montréal, et détient (i) une certification HACCP et (ii) une approbation fédérale lui permettant de vendre à l'échelle nationale. Norref distribue toute une gamme de poissons et de fruits de mer frais et surgelés. La clientèle de Norref est diversifiée et se compose de supermarchés, de restaurants, d'hôtels, de traiteurs et de poissonniers. Norref compte approximativement 200 employés.

5. *Viandes Lauzon (« Lauzon») - division Centre du Québec :*

Lauzon effectue la préparation et la transformation de viandes de qualité supérieure pour les provinces de Québec et d'Ontario et est un important distributeur des marques de bœuf de la compagnie Cargill (Premium Signature Angus, Sterling Silver). Lauzon est réputé, entre autres, pour ses produits, son personnel et pour un service à la fois efficace et souple aux secteurs de la restauration, de l'hôtellerie et du segment institutionnel. Lauzon opère dans une usine d'environ 68 000 pieds carrés récemment rénovée situé à Montréal et détient une certification HACCP ainsi qu'une approbation fédérale lui permettant de vendre ses produits à l'échelle nationale. Cette division compte approximativement 85 employés.

B. Segment Grossiste

1. Centre de distribution de Boucherville (« Boucherville ») - division Centre du Québec :

Les ventes de Boucherville sont constituées de produits alimentaires et non alimentaires fournis à des distributeurs qui, à leur tour, redistribuent ces produits à plus de 25 000 clients faisant affaires dans les secteurs des services alimentaires et des commerces de détail desservant la province de Québec et les provinces de l'Atlantique. Les produits sont vendus, soit directement à partir de son centre de distribution (« ventes d'entrepôt »), soit par des livraisons effectuées par des fabricants et des fournisseurs directement aux entrepôts des distributeurs (« ventes directes »).

Boucherville opère un centre de distribution d'environ 371 000 pieds carrés à Boucherville, et compte approximativement 75 employés.

2. Viandes Décarie (« Décarie ») - division Centre du Québec :

Décarie est un grossiste et distributeur spécialisé dans le marché de la viande et des produits de boucherie. Décarie opère un centre de distribution d'environ 27 000 pieds carrés situé à Montréal et emploie environ 55 employés. À titre de grossiste, cette division distribue un large éventail de viandes fraîches et congelées telles le bœuf, le veau, l'agneau, le porc ainsi que la volaille. Sa clientèle se compose de distributeurs, de détaillants en alimentation et de boucheries spécialisées. Les installations de Décarie sont certifiées HACCP et Décarie détient un permis fédéral lui offrant la possibilité de vendre ses produits à l'échelle nationale.

Informations additionnelles

Les actions de Groupe Colabor Inc. se transigent à la bourse de Toronto sous le symbole « GCL » tandis que ses débentures convertibles se transigent sous le symbole « GCL.DB.A ».

Le lecteur trouvera d'autres informations concernant la Société sur SEDAR à www.sedar.com et sur le site web de Colabor : www.colabor.com. L'information sur le site web de la Société n'est pas intégrée par renvoi au présent rapport de gestion.

5. Analyse de la performance

5.1 Résultat

La perte nette du trimestre est de 29,3 M\$ comparée à une perte nette de 48,3 M\$ pour le même trimestre l'an dernier, soit une augmentation de la profitabilité de 19,0 M\$. Cette variation s'explique principalement par une perte de valeur non monétaire sur goodwill et immobilisations incorporelles de 22,0 M\$ de moins que pour le même trimestre de 2014 de même que par une perte de valeur non monétaire sur placement en actions de 2,3 M\$ de moins, compensée en partie par une baisse du BAIIA ajusté suite à une marge brute moindre des nouveaux contrats et par un revenu d'impôts moins élevé. La perte par action s'est quant à elle établie à 1,07 \$ par action comparée à une perte de 1,76 \$.

Le tableau qui suit décrit les États consolidés du résultat du 4^e trimestre :

États consolidés du résultat

(non audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2015-12-26 (112 jours)		2014-12-27 (112 jours)		Écart	
	\$		\$		\$	
Ventes de marchandises	468 052	100,00%	460 043	100,00%	8 009	1,74%
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	458 751	98,01%	449 711	97,75%	9 040	2,01%
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et amortissements	9 301	1,99%	10 332	2,25%	(1 031)	-9,98%
Frais non liés aux opérations courantes	2 442	0,52%	2 538	0,55%	(96)	-3,78%
Perte de valeur sur placement en actions		0,00%	2 310	0,50%	(2 310)	-100,00%
Perte de valeur sur goodwill et immobilisations incorporelles	33 756	7,21%	55 740	12,12%	(21 984)	-39,44%
Amortissement des immobilisations corporelles	1 263	0,27%	1 521	0,33%	(258)	-16,96%
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 724	0,80%	4 642	1,01%	(918)	-19,78%
	41 185	8,80%	66 751	14,51%	(25 566)	-38,30%
Résultat opérationnel	(31 884)	-6,81%	(56 419)	-12,26%	24 535	-43,49%
Charges financières	3 739	0,80%	4 039	0,88%	(300)	-7,43%
Résultat avant impôts	(35 623)	-7,61%	(60 458)	-13,14%	24 835	-41,08%
Charges d'impôts						
Exigibles	(752)	-0,16%	1 166	0,25%	(1 918)	-164,49%
Différés	(5 557)	-1,19%	(13 312)	-2,89%	7 755	-58,26%
	(6 309)	-1,35%	(12 146)	-2,64%	5 837	-48,06%
Résultat	(29 314)	-6,26%	(48 312)	-10,50%	18 998	-39,32%
Résultat de base et dilué par action	(1,07 \$)		(1,76 \$)			

La perte nette cumulative est de 33,8 M\$ comparée à 67,3 M\$ l'an dernier, soit une variation positive de 33,5 M\$. Les principales variances favorables s'expliquent par des pertes de valeur sur goodwill et immobilisations incorporelles moindre qu'en 2014, par une diminution de la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles suite à la radiation d'actifs survenue en 2014, par des frais non liés aux opérations courantes moins élevés qu'en 2014 et par un revenu d'impôts en 2015 comparativement à une charge d'impôts en 2014. La baisse de profitabilité du BAIIA ajusté, expliqué principalement par des nouveaux contrats, contribue en partie à réduire les variations favorables. La perte par action s'est quant à elle établie à 1,23\$ par action comparée à 2,48 \$.

Le tableau qui suit décrit les États consolidés du résultat cumulatifs :

États consolidés du résultat

(audités, en milliers de dollars, sauf les données par action)

	2015-12-26 (364 jours)		2014-12-27 (361 jours)		Écart	
	\$		\$		\$	
Ventes de marchandises	1 506 280	100,00%	1 431 725	100,00%	74 555	5,21%
Charges opérationnelles excluant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements	1 479 976	98,25%	1 401 579	97,89%	78 397	5,59%
Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et amortissements	26 304	1,75%	30 146	2,11%	(3 842)	-12,74%
Frais non liés aux opérations courantes	4 123	0,27%	5 426	0,38%	(1 303)	-24,01%
Perte de valeur sur placement en actions	1 731	0,11%	2 310	0,16%	(579)	-25,06%
Perte de valeur sur goodwill et immobilisations incorporelles	33 756	2,24%	55 740	3,89%	(21 984)	-39,44%
Amortissement des immobilisations corporelles	3 995	0,27%	4 570	0,32%	(575)	-12,58%
Amortissement des immobilisations incorporelles	11 456	0,76%	14 695	1,03%	(3 239)	-22,04%
	55 061	3,66%	82 741	5,78%	(27 680)	-33,45%
Résultat opérationnel	(28 757)	-1,91%	(52 595)	-3,67%	23 838	-45,32%
Charges financières	12 968	0,86%	13 013	0,91%	(45)	-0,35%
Résultat avant impôts	(41 725)	-2,77%	(65 608)	-4,58%	23 883	-36,40%
Charges d'impôts						
Exigibles	(357)	-0,02%	1 166	0,08%	(1 523)	-130,62%
Différés	(7 604)	-0,50%	516	0,04%	(8 120)	-1573,64%
	(7 961)	-0,53%	1 682	0,12%	(9 643)	-573,31%
Résultat	(33 764)	-2,24%	(67 290)	-4,70%	33 526	-49,82%
Résultat de base et dilué par action	(1,23 \$)		(2,48 \$)			

Le tableau qui suit fait état des ventes comparables du 4^e trimestre :

Ventes comparables (non audités, en milliers de dollars)

	Segment Distribution				Segment Grossiste				Consolidées			
	2015-12-26 (112 jours)	2014-12-27 (112 jours)	Écart		2015-12-26 (112 jours)	2014-12-27 (112 jours)	Écart		2015-12-26 (112 jours)	2014-12-27 (112 jours)	Écart	
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Ventes totales	311 744	294 247	17 497	5,9%	156 308	165 796	(9 488)	-5,7%	468 052	460 043	8 009	1,7%
Ventes comparables	311 744	294 247	17 497	5,9%	156 308	165 796	(9 488)	-5,7%	468 052	460 043	8 009	1,7%

Aucun ajustement pour fins de comparaison n'est requis pour le 4^e trimestre.

Le tableau qui suit fait état des ventes sectorielles du 4^e trimestre :

Ventes sectorielles (non audités, en milliers de dollars)

	2015-12-26 (112 jours)	2014-12-27 (112 jours)	Écart	
	\$	\$	\$	%
Ventes avant éliminations				
Segment Distribution	319 056	302 793	16 263	5,4%
Segment Grossiste	220 822	229 285	(8 463)	-3,7%
	539 878	532 078	7 800	1,5%
Ventes inter-segments				
Segment Distribution	7 312	8 546	(1 234)	-14,4%
Segment Grossiste	64 514	63 489	1 025	1,6%
	71 826	72 035	(209)	-0,3%
Ventes consolidées				
Segment Distribution	311 744	294 247	17 497	5,9%
Segment Grossiste	156 308	165 796	(9 488)	-5,7%
	468 052	460 043	8 009	1,7%

Le chiffre d'affaires du 4^e trimestre est de 468,1 M\$ comparé à 460,0 M\$ pour le même trimestre en 2014 soit une hausse de 8,1 M\$ ou 1,7 %. Cette croissance des ventes provient du segment distribution compensée par une baisse du segment grossiste. Le chiffre d'affaires du 4^e trimestre de 2015 est comparable.

La croissance de 5,9 % des ventes du segment distribution provient surtout de la division de l'Ontario, due à la croissance de Cara et le nouveau contrat de Popeye, ainsi que dans une moindre mesure de la division de Lauzon en raison du gain de nouveaux contrats. La décroissance de 5,7 % des ventes du segment grossiste provient principalement de la division de Boucherville, où le non renouvellement de contrat d'un de ses distributeurs qui venait à échéance le 15 avril 2015, explique en grande partie cette variation.

Le tableau qui suit fait état des ventes comparables cumulatives :

Ventes comparables (audités, en milliers de dollars)

	Segment Distribution				Segment Grossiste				Consolidées			
	2015-12-26 (364 jours)		2014-12-27 (361 jours)		2015-12-26 (364 jours)		2014-12-27 (361 jours)		2015-12-26 (364 jours)		2014-12-27 (361 jours)	
	\$	\$	Écart	%	\$	\$	Écart	%	\$	\$	Écart	%
Ventes totales	1 015 021	935 136	79 885	8,5%	491 259	496 589	(5 330)	-1,1%	1 506 280	1 431 725	74 555	5,2%
Acquisitions	(33 954)		(33 954)		18 722		18 722		(15 232)		(15 232)	
Ajustement pour trois jours		7 630	(7 630)			4 279	(4 279)			11 909	(11 909)	
Ventes comparables	981 067	942 766	38 301	4,1%	509 981	500 868	9 113	1,8%	1 491 048	1 443 634	47 414	3,3%

Ajustements pour fins de comparaison

Acquisitions

L'ajustement lié aux acquisitions dans le segment distribution résulte de l'acquisition de Poissonnerie Marcotte (1980) Inc. réalisée le 10 septembre 2014.

Quant à celui effectué dans le segment grossiste, cela provient du fait que certaines divisions effectuaient des ventes à cette entité qui n'étaient pas éliminées par le passé.

Ajustement pour trois jours

Étant donné que les périodes comparables ne contiennent pas le même nombre de jours que les périodes courantes, des ajustements sont nécessaires.

Le tableau qui suit fait état des ventes sectorielles cumulatives :

Ventes sectorielles (audités, en milliers de dollars)

	2015-12-26 (364 jours)	2014-12-27 (361 jours)	Écart	
	\$	\$	\$	%
Ventes avant éliminations				
Segment Distribution	1 038 768	964 143	74 625	7,7%
Segment Grossiste	706 772	677 286	29 486	4,4%
	1 745 540	1 641 429	104 111	6,3%
Ventes inter-segments				
Segment Distribution	23 747	29 007	(5 260)	-18,1%
Segment Grossiste	215 513	180 697	34 816	19,3%
	239 260	209 704	29 556	14,1%
Ventes consolidées				
Segment Distribution	1 015 021	935 136	79 885	8,5%
Segment Grossiste	491 259	496 589	(5 330)	-1,1%
	1 506 280	1 431 725	74 555	5,2%

Le chiffre d'affaires cumulatif a atteint 1 506,3 M\$ comparé à 1 431,7 M\$ en 2014 soit une hausse de 74,6 M\$ ou 5,2 %. Cette croissance des ventes provient principalement du segment distribution. Le chiffre d'affaires pour l'année 2015 n'est pas comparable à celui de 2014 dû à l'acquisition de Poissonnerie Marcotte (1980) Inc. ainsi qu'à un nombre supérieur de jours par rapport à 2014.

Les ventes comparables cumulatives sont en hausse de 3,3% par rapport à l'an dernier. Cette hausse provient davantage du segment distribution mais le segment grossiste est également en croissance.

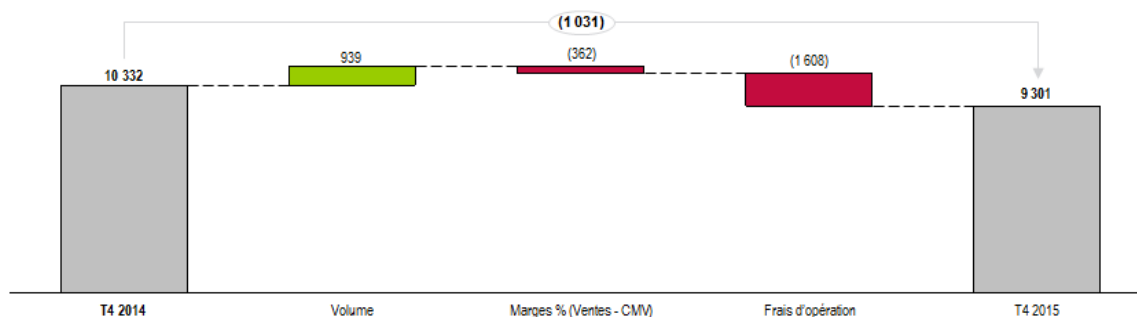
La croissance de 4,1 % des ventes comparables du segment distribution provient principalement de la division de l'Ontario, due à la croissance de Cara et le contrat d'approvisionnement de Popeye, et dans une moindre mesure, de la division Norref.

La croissance de 1,8 % des ventes comparables du segment grossiste provient uniquement des ventes de produits de viandes de ce segment, expliquée par l'effet combiné des gains de parts de marché et de l'inflation du prix des viandes, puisque la division Boucherville a réduit ses ventes comparables par rapport à l'an dernier.

Résultat opérationnel avant les frais non liés aux opérations courantes et les amortissements (BAIIA ajusté)

Analyse des variances du résultat opérationnel avant frais non liés aux opérations courantes et amortissements trimestriel (BAIIA ajusté)

(non audités, en milliers de dollars)

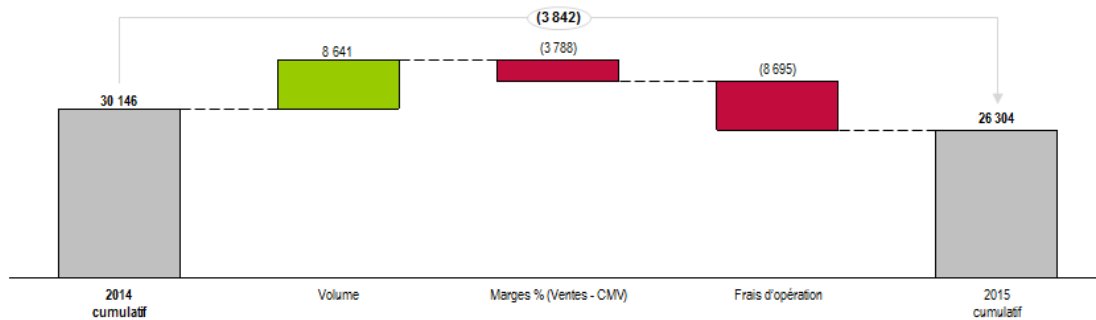


Le BAIIA ajusté du 4^e trimestre de 2015 a atteint 9,3 M\$ ou 2,00 % des ventes comparé à 10,3 M\$ ou 2,25 % pour la même période en 2014. La variation s'explique par les éléments ci-dessous :

- La hausse des ventes provenant principalement de la division de l'Ontario, due à la croissance de Cara et le contrat d'approvisionnement de Popeye.
- La diminution des marges de profit en % des ventes attribuable en partie aux renouvellements et à la signature de nouveaux contrats ayant une marge plus faible.
- L'augmentation des frais d'opération surtout liée aux changements apportés à la gestion des entrepôts et aux conditions de travail de la division de l'Ontario suite au nouveau contrat avec Cara.

Analyse des variances du résultat opérationnel avant frais non liés aux opérations courantes et amortissements cumulatif (BAIIA ajusté)

(non audités, en milliers de dollars)



Le BAIIA ajusté de l'année a atteint 26,3 M\$ ou 1,75 % des ventes comparé à 30,1 M\$ ou 2,11 % pour l'an dernier. La variation s'explique par les éléments ci-dessous :

- La hausse des ventes provenant de l'acquisition de Poissonnerie Marcotte (1980) Inc. réalisée le 10 septembre 2014, du fait que l'année de 2015 contient 3 jours de plus que celui de 2014 et d'une croissance des ventes comparables.
- La diminution des marges de profit en % des ventes attribuable en partie aux renouvellements et à la signature de nouveaux contrats ayant une marge plus faible.
- L'augmentation des frais d'opération provenant de l'acquisition de Poissonnerie Marcotte (1980) Inc. mais aussi aux frais liés aux changements apportés à la gestion des entrepôts et aux conditions de travail de la division de l'Ontario suite au nouveau contrat avec Cara.

Frais non liés aux opérations courantes

La note 8 des états financiers donne un sommaire des frais non liés aux opérations courantes. Ce poste de l'état du résultat comprend des éléments qui ne sont pas récurrents avec les opérations courantes de la Société.

Ces frais sont composés de :

	2015-12-26 (112 jours)	2015-12-26 (364 jours)
1. Primes de séparation et frais de restructuration :		
(i) Au cours des 3 ^e et 4 ^e trimestres de 2015, les frais encourus sont majoritairement liés à la réorganisation opérationnelle amorcée en Ontario afin de générer les synergies prévues au nouveau contrat de Cara et se préparer à recevoir le volume additionnel à compter de novembre 2015.	536 000 \$	2 174 000 \$
(ii) De manière cumulative en 2015, la Société a également encouru des frais de restructuration liés à l'intégration des opérations de Poissonnerie Marcotte (1980) Inc à la division CDA.		
2. Ajustement des provisions comptables sur les baux de deux entrepôts inopérants	1 138 000 \$	1 138 000 \$
3. Coûts directs liés à des acquisitions d'entreprises réalisées, non réalisées et éventuelles	757 000 \$	780 000 \$
4. Autres	11 000 \$	31 000 \$
Total	<u>2 442 000 \$</u>	<u>4 123 000 \$</u>

Perte de valeur sur goodwill et immobilisations incorporelles

Au cours du 4^e trimestre de 2015, une perte de valeur de 33,8 M\$ a été comptabilisée à la suite des tests de dépréciation du goodwill et des marques de commerce effectué par la Société en fin d'année. Ainsi, la Société a conclu que la valeur recouvrable, basée sur la valeur d'utilité, de certaines unités génératrices de trésoreries (UGT) était inférieure à leur valeur comptable. Par conséquent, une perte de valeur a été enregistrée et se détaille comme suit :

- Perte de valeur sur goodwill, marque de commerce et relations clients de 10 525 000 \$, 11 268 000 \$ et 11 173 000 \$ respectivement pour la division CDA.

D'une part, la marque de commerce lié à la notoriété du nom « Bertrand » dans la région de Québec n'est plus utilisée; la division faisant maintenant affaires sous le nom « Colabor Distributeur Alimentaire ».

D'autre part, les explications qui suivent ont menées à prendre une perte de valeur sur goodwill et relations clients de la division CDA : 1) étant donné le taux de décroissance dans le secteur de la restauration réalisé en 2015 dans la province de Québec, la Société a ajusté ses hypothèses de croissance, 2) la compétition et l'arrivée de regroupements de plusieurs clients afin d'avoir un meilleur pouvoir de négociation a entraîné une pression sur les prix et la profitabilité de la division et 3) le roulement élevé du personnel clé a ralenti la progression du plan d'action préalablement anticipé.

- Perte de valeur sur une marque de commerce qui n'est pratiquement plus utilisée, de 500 000 \$ pour la division Boucherville.
- Perte de valeur sur goodwill de 290 000\$ pour la division Décarie, provenant essentiellement de la diminution anticipée de l'inflation du prix des viandes.

Amortissement des immobilisations

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles pour le 4^e trimestre 2015 est relativement stable à 1,3 M\$ comparée à 1,5 M\$ en 2014. Quant à la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles, celle-ci correspond à 3,7 M\$ comparativement à 4,6 M\$ et cette diminution s'explique par des pertes de valeur sur immobilisations incorporelles comptabilisées au 4^e trimestre de 2014.

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles cumulative de 2015 est relativement stable à 4,0 M\$ comparée à 4,6 M\$ en 2014. Quant à la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles, celle-ci correspond à 11,5 M\$ comparativement à 14,7 M\$ et cette diminution s'explique par des pertes de valeur sur immobilisations incorporelles comptabilisées au 4^e trimestre de 2014.

Frais financiers

La charge financière du 4^e trimestre de 2015 de 3,7 M\$ est inférieure à celle de 4,0 M\$ du trimestre correspondant de 2014 et ce, malgré un endettement moyen plus élevé au cours du 4^e trimestre de 2015 comparativement au même trimestre de 2014. Cette diminution provient d'une baisse de la charge de désactualisation financière sur le solde de prix d'achat qui a été payé au début du 4^e trimestre et à un amortissement de charges financières moins important en 2015 comparativement à 2014.

La charge financière cumulative de 2015 de 13,0 M\$ est comparable à celle de 13,0 M\$ de 2014 et ce, malgré un endettement moyen plus élevé en 2015 comparativement à 2014. Cela provient surtout de radiations de frais et des pénalités qui ont eu lieu en 2014 en lien avec le refinancement ainsi que par une baisse moyenne des taux d'intérêts.

Charge (revenu) d'impôts

Le revenu d'impôts du 4^e trimestre de 2015 de 6,3 M\$ provient de la perte trimestrielle réalisée ajusté pour tenir compte de dépenses non déductibles fiscalement. De même, que le revenu d'impôts pour l'année 2015 de près de 8,0 M\$ provient de la perte réalisée pour l'année 2015 ajustée pour tenir compte de dépenses non déductibles fiscalement.

Tel que décrit à la note 13 des états financiers annuels audités de 2015, le 2 octobre 2014, la Société a annoncé avoir conclu une entente avec l'Agence de revenu du Canada (« ARC ») relativement à la contestation de l'ARC des incidences fiscales de la conversion de sa structure de fiducie de revenu en une structure de société par actions en août 2009. Cette entente n'entraînera aucun déboursé pour la Société pour les années d'imposition 2009 à 2013. Toutefois, une charge non monétaire de 15 149 000\$, liée à la radiation de certains actifs d'impôts différés a été comptabilisée à l'état consolidé du résultat de l'exercice terminé le 27 décembre 2014. Cette charge tenait compte d'une entente similaire maintenant conclue avec Revenu Québec. Compte tenu de cet élément particulier survenu en 2014, il est difficile de comparer la charge (revenu) d'impôts entre 2015 et 2014.

Résultat par action

La perte nette par action du 4^e trimestre 2015 a atteint 1,07 \$ par action comparativement à une perte de 1,76 \$ au 4^e trimestre 2014, soit une diminution de la perte par action de 0,69 \$. Tandis que la perte nette cumulative de 2015 a atteint 1,23 \$ par action comparativement à une perte cumulative pour 2014 de 2,48 \$ par action, soit une diminution de la perte par action de 1,25 \$.

5.2 Situation financière

Le tableau qui suit représente les États consolidés de la situation financière de la Société :

États consolidés de la situation financière		
(en milliers de dollars)		
	2015-12-26 (audités)	2014-12-27 (audités)
ACTIF	\$	\$
Courant		
Clients et autres débiteurs	104 351	124 729
Actifs d'impôts recouvrables	1 568	1 500
Stock	87 282	92 693
Frais payés d'avance	2 936	3 069
Prêts à recevoir	131	
<i>Actif courant</i>	<u>196 268</u>	<u>221 991</u>
Non courant		
Placement en actions dans Investissements Colabor Inc.	926	2 803
Prêts à recevoir	576	
Immobilisations corporelles	15 835	16 419
Immobilisations incorporelles	62 844	93 675
Goodwill	84 130	94 569
Actifs d'impôt différés	2 089	
<i>Actif non courant</i>	<u>166 400</u>	<u>207 466</u>
Total de l'actif	<u><u>362 668</u></u>	<u><u>429 457</u></u>
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
PASSIF		
Courant		
Découvert bancaire	4 106	8 782
Fournisseurs et autres créiteurs	93 530	110 193
Remises à payer	8 301	10 481
Soldes de prix d'achat à payer		869
Emprunt bancaire	1 000	6 000
Obligations découlant de contrats de location	497	445
Produits différés	515	14
Provisions	1 174	1 655
<i>Passif courant</i>	<u>109 123</u>	<u>138 439</u>
Non courant		
Emprunt bancaire	87 038	88 076
Dettes à long terme	42 295	42 181
Débiteures convertibles	48 859	48 086
Obligation découlant de contrats de location	2 376	864
Obligations au titre de la retraite	1 271	1 406
Provisions	3 816	3 500
Passif d'impôts différés	573	6 083
<i>Passif non courant</i>	<u>186 228</u>	<u>190 196</u>
Total du passif	<u><u>295 351</u></u>	<u><u>328 635</u></u>
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions	209 972	209 972
Déficit	(145 770)	(112 074)
Autres composantes des capitaux propres	3 115	2 924
<i>Total des capitaux propres</i>	<u>67 317</u>	<u>100 822</u>
Total du passif et des capitaux propres	<u><u>362 668</u></u>	<u><u>429 457</u></u>

Comptes à recevoir

Les clients et autres débiteurs sont en baisse de 20,4 M\$ comparativement à 2014. Cette baisse importante s'explique principalement par un effort mis de l'avant au niveau de la collection dans le but d'avoir une meilleure gestion du fonds de roulement.

Stocks

Les stocks ont connu une diminution de 5,4 M\$ par rapport à 2014. Cette baisse s'explique par un effort mis de l'avant pour réduire le niveau des inventaires dans le but d'avoir une meilleure gestion du fonds de roulement et par la fermeture de l'entrepôt de Trois-Rivières au cours du 4^e trimestre de 2015.

Immobilisations incorporelles

Le solde d'immobilisations incorporelles est à 62,8M\$ en 2015 comparé à 93,7 M\$ en 2014. Cette diminution de 30,9 M\$ s'explique principalement par la radiation d'actifs incorporels survenue au cours du 4^e trimestre de 2015.

Goodwill

Le solde de goodwill est de 84,1 M\$ en 2015 comparé à 94,6 M\$ en 2014. Cette diminution de 10,5 M\$ s'explique par la radiation de goodwill survenue au cours du 4^e trimestre de 2015.

Fournisseurs et autres créditeurs

Le solde des fournisseurs et autres créditeurs a connu une baisse par rapport à 2014 de 16,7 M\$. Cette réduction est principalement causée par des ajustements cycliques ponctuels.

Emprunt moyen

Dans leur revue de l'état de trésorerie, les investisseurs doivent considérer qu'il est plus pertinent d'apprécier les fluctuations de l'endettement en utilisant l'endettement moyen journalier de la période plutôt que le solde de fin de période, qui lui, est sujet à une plus grande volatilité.

Dans un premier temps, pour le 4^e trimestre de 2015, l'endettement moyen journalier est de 96 M\$ comparé à un endettement moyen au 3^e trimestre de 2015 de 105 M\$. La diminution provient principalement de la génération d'un fonds de roulement positif au cours du 4^e trimestre de 2015.

Dans un deuxième temps, l'endettement moyen du 4^e trimestre de 2015 comparativement à celui du trimestre correspondant de 2014, respectivement à 96 M\$ et 94 M\$, a augmenté légèrement et ce, principalement à cause de la réduction du découvert bancaire par ailleurs.

Facilités de crédit

Sous certaines circonstances, la Société a l'obligation de respecter un ratio de couverture des frais fixes. Au 26 décembre 2015, ce ratio était respecté.

Capital-actions

Le capital-actions de Colabor est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions privilégiées pouvant être émises en série, toutes sans valeur nominale. Le sommaire des droits, privilèges, restrictions et conditions qui se rattachent aux actions ordinaires et aux actions privilégiées de Colabor est décrit à la Notice annuelle de Colabor datée du 17 mars 2016 et qui est accessible pour visionnement via l'internet au site web de SEDAR au www.sedar.com.

Au 26 décembre 2015 et au 16 mars 2016, 27 480 966 actions ordinaires étaient émises et en circulation

Déventures convertibles

Le 27 avril 2010, Colabor a annoncé la réalisation d'un placement de déventures convertibles non garanties (les «déventures») et ce, pour un produit brut global de 50 millions de dollars. Les déventures, échéant le 30 avril 2017, portent intérêt au taux de 5,7 % l'an, payable semestriellement. Le taux effectif des déventures est de 7,54 %. Les déventures sont convertibles, au gré de leur porteur, en actions au taux de conversion de 59,347 actions par tranche de 1 000 \$ de capital des déventures, soit un prix de conversion de 16,85 \$ par action. La Société pouvait, en certaines circonstances, procéder à leur rachat anticipé, de façon partielle ou en totalité, après le 30 avril 2015. Aucun rachat anticipé n'a été effectué au cours de l'exercice terminé le 26 décembre 2015. À la date de ce rapport de gestion, aucune conversion de déventures n'est survenue.

Options d'achat d'actions (en date de ce rapport de gestion)

<u>Prix de levée</u>	<u>Date d'expiration</u>	<u>Nombre d'options en circulation</u>	<u>Nombre d'options pouvant être exercées</u>
12,10 \$	30 avril 2017	61 500	61 500
7,59 \$	2 mai 2019	131 100	98 325
7,75 \$	23 mars 2020	206 800	103 400
4,43 \$	29 juillet 2020	40 000	20 000
3,70 \$	8 mai 2021	460 000	115 000
1,04 \$	2 juin 2022	915 000	
		<u>1 814 400</u>	<u>398 225</u>

5.3 Flux de trésorerie

Le tableau qui suit représente les flux de trésoreries consolidés :

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(non audités, en milliers de dollars)

	2015-12-26 (112 jours)	2014-12-27 (112 jours)	2015-12-26 (364 jours)	2014-12-27 (361 jours)
	\$	\$	\$	\$
Activités opérationnelles				
Résultat avant impôts	(35 623)	(60 458)	(41 725)	(65 608)
Perte de valeur sur goodwill et immobilisations incorporelles	33 756	55 740	33 756	55 740
Amortissement des immobilisations corporelles	1 263	1 521	3 995	4 570
Amortissement des immobilisations incorporelles	3 724	4 642	11 456	14 695
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	(68)	(88)	(278)	(197)
Variation des provisions	682	324	(400)	(568)
Dépréciation du placement en actions dans Investissements Colabor Inc.		2 310	1 731	2 310
Charges financières	3 739	4 039	12 968	13 013
Charges relatives aux régimes de rémunération à base d'actions	121	98	317	237
	<u>7 594</u>	<u>8 128</u>	<u>21 820</u>	<u>24 192</u>
Retenues d'impôts	1 629	1 924	290	187
Variation nette du fonds de roulement	<u>4 427</u>	<u>(345)</u>	<u>6 064</u>	<u>8 049</u>
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	<u>13 650</u>	<u>9 707</u>	<u>28 174</u>	<u>32 428</u>
Activités d'investissement				
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise		(11 984)	100	(11 984)
Variation des prêts à recevoir	21		38	
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(429)	(460)	(1 608)	(1 504)
Dispositions d'immobilisations corporelles	148	89	435	243
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(213)	(1 165)	(3 132)	(3 481)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	<u>(473)</u>	<u>(13 520)</u>	<u>(4 167)</u>	<u>(16 726)</u>
Activités de financement				
Emprunt bancaire	(7 238)	8 598	(6 544)	(15 203)
Paieement en vertu de contrats de location	(202)	(250)	(578)	(632)
Émission d'actions		(8)		(8)
Dividendes payés		(1 649)		(6 525)
Paieement de soldes de prix d'achat	(1 000)		(1 000)	(11 318)
Remboursement de dette à long terme				(15 000)
Émission de dette à long terme, net des frais afférents				42 087
Charges financières payées	(3 240)	(3 512)	(11 209)	(11 057)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	<u>(11 680)</u>	<u>3 179</u>	<u>(19 331)</u>	<u>(17 656)</u>
Variation nette du découvert bancaire	<u>1 497</u>	<u>(634)</u>	<u>4 676</u>	<u>(1 954)</u>
Découvert bancaire au début de la période	<u>(5 603)</u>	<u>(8 148)</u>	<u>(8 782)</u>	<u>(6 828)</u>
Découvert bancaire à la fin de la période	<u>(4 106)</u>	<u>(8 782)</u>	<u>(4 106)</u>	<u>(8 782)</u>

Activités opérationnelles

Les flux de trésorerie reliés aux activités opérationnelles du 4^e trimestre sont positifs de 13,7 M\$ comparativement à 9,7 M\$ pour la même période en 2014. L'écart de 4,0 M\$ s'explique principalement par une variation du fonds de roulement favorable en 2015, causée entre autre, par une baisse plus importante des comptes à recevoir et des stocks, compensée en partie par une baisse des fournisseurs et autres créditeurs.

Pour ce qui est de l'année 2015, les flux de trésorerie reliés aux activités opérationnelles sont positifs de 28,2 M\$ comparativement à 32,4 M\$ pour la même période en 2014. La diminution de 4,2 M\$ provient d'une part, de la variation moins favorable du fonds de roulement, causée entre autre, par une baisse des fournisseurs et autres créditeurs ainsi que des remises à payer, compensée en partie par une baisse des stocks et des clients et autres débiteurs et d'autre part, par un résultat opérationnel moins élevé que celui de 2014.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement du 4^e trimestre ont été de 0,5 M\$ comparativement à 13,5 M\$ pour la même période en 2014. Cette diminution s'explique majoritairement par l'acquisition de Poissonnerie Marcotte (1980) Inc. au 4^e trimestre de 2014.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement de 2015 ont été de 4,2 M\$ comparativement à 16,7 M\$ pour 2014. Cette diminution s'explique majoritairement par l'acquisition de Poissonnerie Marcotte (1980) Inc. au 4^e trimestre de 2014.

Activités de financement

Les flux de trésorerie reliés aux activités de financement du 4^e trimestre sont négatifs à 11,7 M\$ comparativement à des flux positifs de 3,2 M\$ pour la même période en 2014. L'écart provient principalement de la variation au niveau de l'emprunt bancaire.

Les flux de trésorerie reliés aux activités de financement de 2015 sont négatifs de 19,3 M\$ comparativement à un montant négatif de 17,7 M\$ pour 2014. L'écart provient principalement de la variation au niveau de l'emprunt bancaire suite à la modification de la structure d'endettement de la Société en janvier 2014 ainsi qu'à l'absence de dividendes versés en 2015.

Les paiements exigibles des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

('000)	Total	Paiements exigibles par période			
		Moins de 1an	de 1 à 3 ans	de 4 à 5 ans	5 ans et plus
Obligations contractuelles					
Emprunt bancaire	88 583 \$	1 000 \$	87 583 \$	- \$	- \$
Soldes de prix d'achat à payer	0 \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Obligations découlant de contrats de location	3 249 \$	603 \$	1 260 \$	775 \$	611 \$
Dettes à long terme (valeur nominale)	42 500 \$	21 250 \$	21 250 \$	- \$	- \$
Débiteures convertibles (valeur nominale)	50 000 \$	- \$	50 000 \$	- \$	- \$
Provision	5 421 \$	1 190 \$	1 774 \$	1 516 \$	941 \$
Contrats de location simple	<u>73 404 \$</u>	<u>14 986 \$</u>	<u>23 176 \$</u>	<u>19 574 \$</u>	<u>15 668 \$</u>
Total	<u>263 157 \$</u>	<u>39 029 \$</u>	<u>185 043 \$</u>	<u>21 865 \$</u>	<u>17 220 \$</u>

6. Résumé des derniers trimestres

(000)	2015-12-26 (112 jours)	2015-09-05 (84 jours)	2015-06-13 (84 jours)	2015-03-21 (84 jours)	2014-12-27 (112 jours)	2014-09-06 (84 jours)	2014-06-14 (84 jours)	2014-03-22 (81 jours)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	468 052	366 931	366 635	304 662	460 043	345 164	347 200	279 318
BAIIA ajusté	9 301	8 027	8 512	637	10 332	10 162	9 504	148
Résultat	(29 314)	863	1 002	(6 188)	(48 312)	(15 042)	1 630	(5 566)
Résultat de base et dilué par action	(1,07 \$)	0,03 \$	0,04 \$	(0,23 \$)	(1,76 \$)	(0,56 \$)	0,06 \$	(0,21 \$)

7. Opérations entre apparentés

Lors de son premier appel public à l'épargne, le 28 juin 2005, Fonds de Revenu Colabor avait acquis indirectement une participation de 53,2 % dans Colabor Société en commandite (ci-après «Colabor SC»), la participation restante de 46,8 % dans Colabor SC étant détenue par Investissements Colabor Inc. («Investissements») sous forme de parts de Colabor SC échangeables.

Suite à la conversion de Fonds de Revenu Colabor en société par actions, à la conversion de débentures et d'émissions d'actions subséquentes, Investissements détient maintenant 18,5 % dans Groupe Colabor Inc. sur une base non diluée.

Par contre la Société, suite aux acquisitions de Gestion Bertrand et frères inc., et des actifs de RTD Distributions et Edfrex, détient maintenant 18,4 % d'Investissements qui elle, détient 5 087 349 actions ordinaires de la Société.

Les opérations entre apparentés étaient constituées de remises aux distributeurs affiliés et privilégiés d'Investissements au taux de 3 % des ventes à ceux-ci, taux établi contractuellement jusqu'au début du 2^e trimestre de 2015. Avec l'arrivée du terme actuel des conventions d'affiliation en avril 2015, Colabor a initié, au cours de 2014 et de 2015, des discussions avec les distributeurs affiliés afin de renouveler leur convention d'affiliation respective et Colabor SC a conclu des conventions d'affiliation représentant approximativement 90% du volume des ventes de la division de Boucherville. Les conventions d'affiliation ainsi renouvelées ne prévoient pas le versement de remises à Investissements, mais plutôt aux distributeurs directement. Ce versement aux distributeurs est maintenant traité comme une transaction non apparentée.

Les opérations entre la Société et Investissements ont été conclues dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange.

Le tableau qui suit fait état des opérations entre la Société et Investissements :

Opérations entre apparentés

(non audités, en milliers de dollars)

	2015-12-26 (112 jours)	2014-12-27 (112 jours)	2015-12-26 (364 jours)	2014-12-27 (361 jours)
	\$	\$	\$	\$
Remises	-	4 401	3 295	13 157

8. Événements postérieurs à la date de clôture

Plan de rationalisation

Le 26 janvier 2016, Colabor a annoncé qu'elle mettait de l'avant un plan de rationalisation et d'optimisation de ses activités d'exploitation. Ce plan, approuvé par le conseil d'administration, vise à permettre à Colabor d'améliorer davantage son efficacité opérationnelle et sa rentabilité dans un contexte d'affaires qui demeure difficile pour l'industrie de la distribution des services alimentaires ainsi que de finaliser l'intégration des acquisitions réalisées au cours des dernières années. Ce plan fait suite à la décision du conseil d'administration annoncée le 12 mars 2015 de ne plus déclarer de dividende afin d'affecter davantage de ressources financières aux opérations, tout en affectant les sommes excédentaires à la réduction de la dette.

La portée du plan englobe la plupart des divisions de Colabor et consiste principalement à centraliser et consolider certaines activités au siège social de la Société ou à celui de ses divisions. La mise en œuvre du plan s'est traduite par l'abolition d'environ 120 postes, soit environ 8 % des effectifs totaux de la Société. Reflétant essentiellement ces mises à pied, Colabor comptabilisera une charge non liée aux opérations courantes d'environ 3,0 M\$, avant impôts, dans ses résultats du premier trimestre de l'exercice 2016.

Les mesures de rationalisation devraient entraîner des réductions annuelles de coûts estimées à plus de 6,0 M\$, avant impôts. Ces économies se matérialiseront progressivement au cours de l'exercice 2016 et auront plein effet au cours de l'exercice 2017.

Dette à long terme

Dans le cadre de son refinancement bancaire, la Société a conclu une convention de prêt pour un montant total en capital de 42 500 000 \$. La convention de prêt subordonnée a été signée auprès d'un syndicat bancaire regroupant plusieurs créanciers. Au 26 décembre 2015, une tranche de 12 500 000 \$ était garantie par une hypothèque de second rang sur les actifs présents et futurs de la Société. Un des prêteurs avait l'option de devenir créancier garanti et a exercé cette option le 16 mars 2016 et le montant total en capital est désormais assujéti à l'hypothèque de second rang.

9. Transactions hors bilan

La Société n'a pas d'obligations relatives à des transactions hors bilan, à l'exception de lettres de garantie bancaire de l'ordre de 1 014 000 \$, supportant la location d'un des centres de distribution de la Société.

10. Situation économique actuelle, stratégies de développement et perspectives d'avenir

Situation économique actuelle

Colabor a des activités commerciales dans l'est du Canada, au Québec et en Ontario. La situation économique du Québec est au ralenti. Ceci découle principalement d'une consommation plus faible freinée par des augmentations des taxes et tarifs, par l'endettement des ménages et la

stagnation des emplois. Tous ces éléments limitent les dépenses discrétionnaires de consommation des ménages.

Nonobstant ce qui précède, Colabor a établi son plan d'affaires, qui est décrit ci-dessous, et croit que la situation actuelle pourrait lui apporter encore des occasions d'affaires qu'elle est prête à analyser avec l'objectif d'accroître la valeur de la société au bénéfice de ses actionnaires.

Stratégies de développement

La direction de la Société croit sincèrement qu'il existe d'importants canaux servant à accroître, lorsque les circonstances le permettront, sa pénétration dans le domaine des services alimentaires au Canada.

Le marché de la distribution des services alimentaires est encore très morcelé dans l'est du Canada. Cette situation donne l'opportunité à Colabor d'augmenter de façon significative sa part de marché dans les régions géographiques, où elle est déjà présente, par des acquisitions hautement synergétiques.

La Société pourrait aussi acquérir d'autres distributeurs affiliés au Québec et en Ontario. Ceci lui permettrait de densifier son réseau de distribution dans l'est du Canada, ce qui augmenterait la profitabilité de ses opérations.

Perspectives d'avenir

Ainsi, malgré le ralentissement économique, étant donné la faible part de marché que Colabor a dans certaines régions métropolitaines importantes du Canada telles Toronto et Montréal, ces opportunités d'acquisitions permettraient à la Société d'augmenter de façon importante ses ventes, son pouvoir d'achat et sa capacité de générer des économies de coûts avec l'objectif d'augmenter son bénéfice net.

11. Développements Corporatifs

Changements au Conseil d'administration

Le 2 mars 2015, Colabor a annoncé la nomination de Mme Joane Demers à titre d'administratrice de la Société. Sa nomination est avec effet immédiat et vise à combler un poste laissé vacant. De plus, le 12 mars 2015, Colabor a annoncé la nomination de M. Gaétan Brunelle au conseil d'administration de la Société. Sa nomination est avec effet immédiat et aussi comble un poste laissé vacant au sein du conseil d'administration de Colabor par M. Paul Webb qui s'est joint aux rangs de la Société à titre de vice-président et directeur général de CDA, division de l'est du Québec et des Maritimes.

Dividende trimestriel non déclaré afin de supporter les initiatives de croissance

Le 12 mars 2015, Colabor a annoncé que son conseil d'administration a jugé approprié de ne pas déclarer de dividende trimestriel.

Règlement relatif aux préavis

Le 19 mars 2015, le conseil d'administration de la Société a adopté un règlement relatif aux préavis (le « Règlement relatif aux préavis »), lequel règlement a été approuvé à l'assemblée des actionnaires le 29 avril 2015. Le Règlement relatif aux préavis vise à établir les conditions et à

mettre en place un cadre qui permet aux actionnaires d'exercer leur droit de proposer la candidature d'administrateurs en fixant un délai dans lequel de telles candidatures doivent être proposées à la Société par un actionnaire avant une assemblée annuelle ou extraordinaire des actionnaires et prévoit les renseignements qui doivent être fournis par un actionnaire dans l'avis donné à la Société pour que cet avis soit considéré comme un avis écrit en bonne et due forme. Pour plus de détails on réfère le lecteur au communiqué de presse de la Société daté du 19 mars 2015 accessible pour visionnement via l'Internet sur le site web de SEDAR à www.sedar.com ou sur le site web de la Société à www.Colabor.com

Régime des droits des actionnaires

Le 19 mars 2015, Colabor a annoncé avoir mis en place un Régime de droits actionnaires («le régime») afin de promouvoir un traitement équitable des actionnaires advenant qu'une offre publique d'achat soit présentée à l'égard de Colabor, lequel régime a été approuvé à l'assemblée des actionnaires le 29 avril 2015. Le Régime de droits donnera plus de temps au conseil d'administration et aux actionnaires pour étudier toute offre publique d'achat non sollicitée à l'égard de Colabor. Pour plus de détails on réfère le lecteur au communiqué de presse de la Société daté du 19 mars 2015 accessible pour visionnement via l'Internet sur le site web de SEDAR à www.sedar.com ou sur le site web de la Société à www.Colabor.com

Entente avec Les Entreprises Cara Limitée

Le 13 avril 2015, Colabor a annoncé le renouvellement avant terme et le prolongement de son entente de distribution et d'approvisionnement à long terme (l'«entente») avec Cara, le plus important exploitant de restaurants à service complet au Canada et le troisième plus important exploitant de restaurants au pays, selon les ventes de 2013. L'entente, selon laquelle Colabor approvisionnera les bannières de Cara en Ontario et au Québec, prolonge la relation de longue date jusqu'à la fin de 2022 et par le fait même octroie à Colabor l'approvisionnement de bannières additionnelles à compter du 1^{er} novembre 2015. De plus, cette entente offre à Colabor l'occasion d'approvisionner les restaurants exploités sous toute nouvelle bannière acquise ou créée par Cara ou l'une de ses sociétés affiliées en Ontario et au Québec.

Création d'un comité composé d'administrateurs indépendants

Un comité formé d'administrateurs indépendants a été constitué en 2015 afin d'approfondir, notamment, l'analyse de la structure d'endettement de la Société et de présenter des recommandations supplémentaires au conseil d'administration. Colabor examine sa structure d'endettement afin de disposer de la flexibilité financière requise à la réalisation de ses objectifs d'affaires compte tenu de l'échéance, en avril 2017, de débentures convertibles et du renouvellement prévu, en janvier 2017, de ses facilités de crédit d'exploitation.

12. Risques et incertitudes

Les activités de la Société sont assujetties à plusieurs risques et incertitudes qui sont plus amplement décrits à sa notice annuelle daté du 17 mars 2016 (la «Notice») et accessible pour visionnement via l'Internet sur le site SEDAR à www.sedar.com. Les risques qui sont décrits à la Notice sont incorporés dans le présent rapport de gestion par renvoi.

13. Estimations comptables significatives

Certains montants apparaissant aux états financiers sont le fruit d'estimations de la direction, fondées sur sa connaissance des événements en cours ou anticipés et des conditions économiques actuelles.

Perte de valeur des clients et autres débiteurs

Le montant comptabilisé au titre de perte de valeur des clients et autres débiteurs est fondé sur l'estimation de la direction des risques associés à chacun des clients et autres débiteurs de la Société en fonction des pertes subies dans le passé, de l'expérience de recouvrement et de l'incidence de la conjoncture économique actuelle et prévue.

Remises des fournisseurs

La Société constate les remises des fournisseurs en estimant le degré d'atteinte des conditions donnant droit aux remises.

Perte de valeur sur l'actif financier disponible à la vente

La direction examine la présence d'indices de dépréciation de l'actif financier disponible à la vente à chaque date de présentation de l'information financière. Lorsque la direction détermine que l'actif a subi une dépréciation, la perte cumulée comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reclassée aux résultats.

Évaluation du stock

Le stock est évalué au montant le moins élevé du coût et de la valeur nette de réalisation. Lorsqu'elle estime la valeur nette de réalisation, la direction tient compte des indications les plus fiables dont elle dispose au moment où les estimations sont faites. La quantité, l'âge et la condition du stock sont mesurés et évalués régulièrement au cours de l'année.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine les durées d'utilité des actifs amortissables à chaque date de présentation de l'information financière en fonction de l'utilité prévue des actifs de la Société. Les résultats réels peuvent toutefois être différents en raison d'obsolescence technique, particulièrement en ce qui a trait au matériel informatique et aux logiciels de distribution.

Perte de valeur des marques de commerce et du goodwill

Une perte de valeur est comptabilisée pour le montant par lequel la valeur comptable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie excède sa valeur recouvrable. La direction détermine la valeur recouvrable en procédant à une estimation des flux de trésorerie futurs prévus provenant de chaque actif ou unité génératrice de trésorerie, puis elle détermine un taux d'intérêt approprié aux fins du calcul de la valeur actualisée de ces flux de trésorerie. Lorsqu'elle procède à l'évaluation des flux de trésorerie futurs prévus, la direction pose des hypothèses relativement aux résultats opérationnels futurs. Ces hypothèses se rapportent à des événements et circonstances futurs. Les résultats réels peuvent différer et donner lieu à des ajustements significatifs aux actifs de la Société au cours des prochains exercices.

Dans la plupart des cas, la détermination du taux d'actualisation comporte l'estimation de l'ajustement approprié pour tenir compte du risque du marché et d'un ajustement approprié pour les facteurs de risque propres aux actifs.

Actifs d'impôts différés

L'évaluation de la probabilité du bénéfice imposable futur pour lequel les actifs d'impôts différés pourront être utilisés s'appuie sur les dernières prévisions budgétaires approuvées de la Société, lesquelles sont ajustées pour tenir compte des charges et des produits significatifs non imposables ainsi que sur les limites d'utilisation des pertes non utilisées. Si une prévision positive de bénéfice imposable indique qu'il est probable que les actifs d'impôts différés soient utilisés, plus particulièrement si cette utilisation n'est soumise à aucune limite de temps, ces actifs d'impôts différés sont généralement comptabilisés en entier. La direction évalue individuellement la comptabilisation des actifs d'impôts différés assujettis à certaines limites juridiques ou économiques ou à des incertitudes, en tenant compte des faits et des circonstances propres à chacun.

Regroupements d'entreprises

Au moment de la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs de l'entreprise acquise et la contrepartie versée pour ces derniers sont pris en considération dans les états consolidés de la situation financière à leur juste valeur. Pour évaluer la juste valeur, la direction utilise des estimations des flux de trésorerie futurs et des taux d'actualisation. Toute modification ultérieure de ces estimations aurait une incidence sur la valeur comptable du goodwill si le changement était considéré comme un ajustement survenu durant la période d'évaluation. Toute autre modification serait comptabilisée aux états consolidés du résultat dans la période ultérieure.

Obligation au titre de la retraite

La direction procède à une estimation annuelle de son obligation au titre de la retraite avec le soutien d'actuaire indépendants; toutefois, le résultat réel peut différer en raison d'incertitudes liées à l'estimation. L'estimation de son obligation au titre de la retraite est fondée sur des taux d'inflation et de mortalité jugés raisonnables par la direction. Elle tient également compte des prévisions spécifiques de la Société relativement aux futures augmentations de salaires et à l'âge de départ à la retraite des salariés ainsi que d'autres facteurs actuariels. Les taux d'actualisation sont déterminés vers la fin de chaque exercice par référence aux obligations d'entités de haute qualité et libellées dans la même monnaie que les prestations à verser, et ayant des échéances similaires à celles du passif lié à la retraite connexe. Il existe des incertitudes quant aux estimations qui peuvent varier considérablement dans les évaluations futures des obligations de la Société au titre des prestations constituées.

14. Contrôles et procédures à l'égard de l'information financière

La direction a conçu et évalué les contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF) et les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière présentée par la Société est fiable et que les états financiers qu'elle diffuse dans le public sont préparés conformément aux IFRS. Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué, au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière en date du 26 décembre 2015. À la lumière de cette évaluation, ils ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles internes à l'égard de l'information financière (CIIF et CPCI) étaient efficaces.